



La Commune



A chacun son camp...

A chacun son camp… | Editorial, LC n° 89

La situation politique devient chaque jour plus claire. A un pôle de la société, le camp des capitalistes et des banquiers. A l'autre pôle, le camp de l'opposition ouvrière et populaire au gouvernement. Le camp des capitalistes et des banquiers s'ordonne autour du gouvernement et sa politique, entièrement dédiée au MEDEF, à la BCE et à l'UE. Ce camp est le camp des " réformes ", celui de la " compétitivité ". Le PS est en train de boire le calice jusqu'à la lie. Quant au Front de Gauche, qui supplie le gouvernement de " changer de cap ", il se place, sur le terrain des " réformes " et vient de le confirmer en votant la loi Peillon ou encore en revendiquant de " bonnes exonérations de cotisations sociales " pour les patrons et la taxation des revenus financiers pour " contribuer au financement " de la Sécurité sociale. (voir notre dossier) l'abrogation de la loi Fillon de 2003, alignant la durée de cotisation des fonctionnaires sur celle du privé, l'abrogation de la loi Balladur qui avait augmenté de 37,5 à 40 années la durée de cotisations des salariés du privé n'est pas au programme de ce Front, paraît-il, contestataire. Dans ce camp, chacun a sa propre fonction : les uns, à droite, sont là pour pousser le gouvernement à " aller plus loin, plus vite ", les autres, sur le flanc gauche, pour faire miroiter un " coup de braquet " à gauche du gouvernement et, empêcher toute mobilisation unie des travailleurs sur leurs propres objectifs et contre toute réforme de leurs conquêtes sociales. Le FN fait partie de cette même mêlée. Il est dans le camp des capitalistes et sert depuis fort longtemps d'aiguillon aux attaques contre les droits des travailleurs. Et chacun à sa place joue ainsi sa partition pour défendre le Capital.

Il n'y a pas trois politiques possibles : ou bien, la politique menée par le gouvernement, ou bien une politique anticapitaliste à partir d'un plan d'urgence de défense des salariés, des retraités et des jeunes. Il n'y a pas de place pour une politique " anti austérité " qui serait compatible avec le cadre du système capitaliste. Face à cette politique destructrice, le camp de l'opposition ouvrière et populaire au gouvernement se dessine. Il s'appuie sur la masse des salariés.

La relative paix sociale, artificiellement maintenue grâce aux directions syndicales et politiques est de plus en plus compromise et bousculée. Bien qu'elles soient passées sous silence, les grèves imposées par la base deviennent de plus en plus fréquentes. Selon un très sérieux travail de recensement (effectué par le camarade Jacques Chastaing du NPA, que nous remercions ici de nous avoir autorisés à citer cette étude), celui-ci nous apprend qu'il " arrive à un recensement de 100 grèves pour 18 jours du 1er au 18 juin, ce qui fait environ 5,5 conflits par jour. Rapporté à un mois cela ferait donc 165 grèves hors grèves nationales. Si on compare au recensement que j'avais fait début 2009 où il y avait pas mal de conflits, j'avais recensé une cinquantaine de grèves par mois avec la même méthode de recensement. " Ces chiffres, précise le camarade, ne tiennent pas compte des 10 journées nationales syndicales catégorielles dans cette même période.

Quant aux rares journées de grève " carrées " appelées par les directions syndicales (contrôleurs du ciel, cheminots), elles sont massivement suivies. Ce sont les prémisses de la mobilisation unie pour en finir avec les " réformes " et l'austérité. Une mobilisation qui peut surgir soudainement, comme au Brésil ou en Turquie, à partir d'une seule mesure " de trop ", de la goutte d'eau...

On a beaucoup parlé de l'espace politique du NPA qui aurait été, selon les medias, capturé par le Front de Gauche. Il n'en est rien. l'espace du NPA est le camp de l'opposition au gouvernement et aux reniements de toute sorte. Il peut en devenir rapidement la force d'entraînement. A condition bien sûr de ne chercher aucun " Front politique " de complaisance avec le Front de Gauche, aucun accord prétendument " technique " avec ceux qui gèrent, au gouvernement, dans les régions et communes, la politique d'austérité. . Et, à l'inverse, de combattre pour l'unité des travailleurs et des organisations sur les objectifs vitaux de la population laborieuse, à commencer par le retrait des réformes, dont celle des retraites.

Modifié le vendredi 05 juillet 2013

Voir aussi dans la catégorie France



Urgence, pouvoir d'achat et grève générale

Alors qu'il a urgence à augmenter les salaires, bloquer les prix et les loyers, alors qu'il les crises énergétiques et climatiques explosent, le gouvernement Macron a fait voter au Parlement deux... >>



« Ces gens-là »

La ministre des collectivités territoriales, issue des Républicains, a eu par le passé des prises de position qui dénonçaient le mariage pour tous en y voyant "un dessein contre la nature".... >>



Ni le gouvernement ni l'Assemblée ne nous représente !

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » La présidentielle et les législatives en France sont à l'image du chaos politique qui parcourt l'Europe : la... >>



Répression, maître-mot de la macronie.



La cinquième république est agonisante. Macron et sa clique vont utiliser le dernier outil en leur possession pour sauver ce qui peut l'être : la répression. Les forces de police, dignes... >>



Présidentielles, législatives : Non au front unique des appareils !

Ils veulent TOUS sauver la Ve République et museler la classe ouvrière ! Partis politiques et confédérations syndicales sont désormais unis pour laisser Macron gouverner à son aise et mener ses... >>



Alain Krivine

La Commune tient à saluer la mémoire d'Alain Krivine, militant ouvrier et dirigeant historique de la LCR et du NPA, qui a marqué la vie politique de ces 60 dernières années. Nous adressons à sa... >>